

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 31 janvier 2023.

Guerre de classes. Ils le disent eux-mêmes.

Une des officines du néolibéralisme l'avoue : « *La réforme des retraites constitue le deuxième enjeu symbolique de la révolution néolibérale.* »

Slate.fr - Individuation du rapport de la vie au travail. Démantèlement de l'État social. Avec la refonte du code du travail, la réforme des retraites constitue le deuxième enjeu symbolique de la révolution néolibérale. Pour tous les gouvernements néolibéraux, c'est un verrou qu'il faut faire sauter pour imposer un nouveau récit de la vie au travail.

J-C - Ils avaient cru qu'ils étaient en train de gagner la lutte de classes, pas de bol, les faits leur infligent un cinglant démenti, rien n'est joué et notre capacité à abolir le capitalisme est intacte.

Slate.fr - Elle avait fait son temps la manif, pensait-on, détrônée par les mouvements d'occupation des places de 2011 et les nouvelles formes de mobilisation numérique apparues à cette occasion. «*Le Che Guevara du XXIe siècle, c'est le net*», pouvait ainsi déclarer Alec Ross, le conseiller pour l'innovation d'Hillary Clinton, secrétaire d'État des États-Unis.

J-C - Au passage vous aurez compris que ce sont eux qui sont à l'origine de ces alternatives aux moyens d'expression de la lutte de classe du mouvement ouvrier ou qui les ont propulsées médiatiquement pour détourner les travailleurs et jeunes du combat classe contre classe...

Slate.fr - On l'avait enterrée un peu trop vite. Par leur ampleur, les divers cortèges du 19 janvier contre la réforme des retraites ont déjoué tous les pronostics. Réunies pour la première fois depuis douze ans sous une même banderole, les huit organisations syndicales ont réussi à mobiliser les foules contre le recul de l'âge légal de départ à la retraite de 62 à 64 ans.

En rassemblant 1,12 million de personnes selon le gouvernement et plus de 2 millions selon les syndicats, la journée du 19 janvier s'est d'ores et déjà hissée au deuxième rang des plus grandes mobilisations des trente dernières années, toutes dirigées contre des projets de réformes du régime des retraites (en 1995 sous Alain Juppé, en 2003 face au projet de loi Fillon, puis en 2010 lors de la réforme conduite par Éric Woerth). Rien de tel qu'un million ou deux de manifestants dans les rues pour faire plier le gouvernement.

J-C - Vivre pour travailler et les engraisser jusqu'à notre dernier souffle, voilà le modèle de société qu'ils veulent nous imposer.

Slate.fr - En voulant repousser l'âge de départ à la retraite de 62 à 64 ans, en multipliant les cas particuliers d'application de la loi, le gouvernement actuel ne retarde pas seulement l'accès à un droit individuel, il bouche un horizon commun, celui d'une fin désirable de la vie au travail. Tous les ingrédients symboliques d'une explosion sociale sont ici réunis. Slate.fr 30 janvier 2023

Macron, c'est l'extrême droite, le fascisme, le nazisme.

En pleine mobilisation sur les retraites, Emmanuel Macron va se concentrer sur l'Ukraine - BFMTV 31 janvier 2023

Alors qu'une nouvelle journée de grève a eu lieu mardi dans toute la France contre la réforme des retraites, l'emploi du temps du chef de l'État sera consacré à la guerre en Ukraine. Le président recevra en effet à l'Élysée le président du parlement ukrainien et le ministre ukrainien de la Défense.

Ukraine : Emmanuel Macron ne s'interdit pas de fournir des avions de chasse - LePoint.fr 31 janvier 2023

Emmanuel Macron va recevoir Benjamin Netanyahu à Paris le 2 février - BFMTV 31 janvier 2023

En famille. Qu'ont soutenu en réalité les partisans du Brexit ? La City ou le temple de la finance maffieuse du mondialisme !

J-C – Rappelons que je n'ai jamais soutenu le Brexit en expliquant pourquoi, contrairement à la totalité des organisations du mouvement ouvrier. C'est étonnant leur propension à se tromper de cause ou de camp...

Royaume-Uni : Rishi Sunak voit le Brexit comme une « immense opportunité » pour la croissance britannique - AFP/20 Minutes 31 janvier 2023

Le communiqué de Downing Street souligne surtout « l'immense opportunité » de la sortie de l'UE notamment « pour la croissance de l'économie britannique ». Il cite la création de ports francs, des zones considérées hors du territoire douanier du pays et bénéficiant donc d'une fiscalité avantageuse, et les perspectives ouvertes selon lui par la dérégulation post-Brexit.

Trois ans après la sortie de l'UE, un sondage YouGov paru en novembre indique que moins d'un tiers des Britanniques estime que le Brexit était une bonne décision. AFP/20 Minutes 31 janvier 2023

Grande-Bretagne. Ils sont en guerre contre leur propre peuple.

Scandale en Grande-Bretagne : L'armée a espionné les opposants aux restrictions, incluant politiques, journalistes et citoyens - lemediaen442.fr 30 janvier 2023

Le scandale d'espionnage de l'armée britannique a choqué le public en révélant la surveillance des opposants au confinement, que ce soit des politiques, journalistes et citoyens.

Des unités secrètes de l'armée britannique ont espionné les citoyens qui critiquaient les politiques de restriction du gouvernement lors de la pandémie, révèle *The Mail on Sunday*. Les opérateurs militaires de la brigade de « *guerre de l'information* » au Royaume-Uni ont fait partie d'une opération sinistre qui visait les politiques et les journalistes de haut niveau qui ont exprimé des doutes sur la réponse officielle à la pandémie Covid-19.

Des documents obtenus par le groupe de défense des libertés civiles Big Brother Watch ont révélé le travail de cellules gouvernementales telles que l'Unité de « *contre-désinformation* », basée au Département du numérique, de la culture, des médias et du sport, et l'Unité de réponse rapide au Cabinet Office. Cependant, la plus secrète des unités est la 77e Brigade MoD. Selon un lanceur d'alerte qui a travaillé pour la brigade pendant les restrictions, l'unité a dépassé de loin son champ de compétence de cibler les puissances étrangères. lemediaen442.fr 30 janvier 2023

De la part de suppôts du néonazisme, il faut s'attendre au pire...

Pfizer a modifié le virus de la Covid avant l'épidémie - Réseau Voltaire 30 janvier 2023

Une vidéo de Project Veritas montre Jordon Trishton Walker, directeur de la recherche et du développement, des opérations stratégiques et de la planification scientifique de l'ARNm du laboratoire pharmaceutique Pfizer, affirmer que son entreprise avait exploré à l'avance un moyen de faire « *muter* » le Covid pour anticiper le développement de futurs « *vaccins* » [1].

L'entretien laisse entendre que Pfizer aurait pris des risques sanitaires et violé les lois états-uniennes pour mener ses recherches.

En cinq jours, l'enregistrement avait déjà été vu 41 millions de fois sur Twitter, lorsque Pfizer a publié un communiqué. Sans remettre en cause l'authenticité de l'enregistrement, il a précisé ne pas avoir mené de recherche sur le gain de fonction. Il a ajouté : « *Dans un nombre limité de cas lorsqu'un plein virus ne contient aucun gain connu de mutations fonctionnelles, un tel virus peut être modifié pour permettre l'évaluation de l'activité antivirale dans les cellules* » [2].

À ce stade, il n'est pas clair de savoir si Pfizer a ou non rendu le virus plus dangereux avant de concevoir son « *vaccin* ».

Par ailleurs, le laboratoire pharmaceutique doit déjà faire face aux accusations selon lesquelles il savait depuis le début que son vaccin ne protégeait de la transmission, mais a laissé les gouvernements prétendre le contraire sans intervenir. Réseau Voltaire 30 janvier 2023

[1] « *Pfizer Executive : 'Mutate' COVID via 'Directed Evolution' for Company to Continue Profiting Off of Vaccines ...* », Project Veritas, January 25, 2023.

[2] « *Official voice of the US should not be absent on Pfizer undercover video* », Global Times, January 30, 2023.

Un document publié sur le blog des BRICS. L'Inde et Modi dans le colimateur de l'agence anglaise du mondialisme.

Le documentaire de la BBC sur les émeutes du Gujarat est une tentative désespérée de l'establishment britannique pour salir Modi. - infobrics.org January 30, 2023

Ahmed Adel, chercheur en géopolitique et économie politique basé au Caire

Un documentaire de la BBC sur les émeutes de 2002 au Gujarat est une tentative désespérée de l'establishment britannique de susciter des violences communautaires entre hindous et musulmans en Inde en raison du refus du Premier ministre Narendra Modi d'imposer des sanctions à la Russie.

La violence communautaire a éclaté en Inde lorsque 58 pèlerins hindous ont été brûlés à mort lorsque leur wagon de train a pris feu à la gare de Godhra, dans le district de Panchmahal, le 27 février 2002. "*Inde : The Modi on the Gujarat riots of 2002*" traite des troubles sociaux survenus dans l'État d'origine de Modi lorsqu'il était ministre en chef et que les musulmans locaux ont été accusés du crime.

Selon les chiffres officiels, environ 1 100 personnes sont mortes et 2 500 autres ont été blessées dans les violences qui ont duré trois jours. Des militants des droits de l'homme et des dirigeants de l'opposition financés par l'Occident ont accusé le désormais premier ministre de soutenir tacitement les foules hindoues, ce que Modi et son parti au pouvoir, le Bharatiya Janata Party (BJP), ont démenti. En outre, les tribunaux, y compris la Cour suprême de l'Inde, et les équipes d'enquête spéciales, après des années d'investigation, ont conclu que Modi n'était coupable d'aucun crime.

Le documentaire a été interdit en Inde le 22 janvier. Cependant, son contenu, y compris de courts extraits vidéo, a circulé sur les médias sociaux et provoqué un tollé dans ce pays d'Asie du Sud.

"Le parti pris et le manque d'objectivité, ainsi que la persistance d'un esprit colonial, sont visibles de manière flagrante", a déclaré Arindam Bagchi, porte-parole du ministère indien des Affaires étrangères. "Une pièce de propagande conçue pour pousser un récit discrédité particulier".

Il a ajouté que le documentaire de la BBC est une *"pièce de propagande conçue pour pousser un récit particulier discrédité. Le parti pris, le manque d'objectivité et, franchement, la persistance d'un état d'esprit colonial, sont visibles de manière flagrante."*

Le 23 janvier, plus de 300 anciens juges, bureaucrates et personnalités indiennes ont publié une déclaration commune contre la BBC, accusée de promouvoir l'impérialisme britannique et de *"s'ériger en juge et jury pour ressusciter les tensions entre hindous et musulmans"*.

"Alors que les Hindous et les Musulmans de l'Inde ont accepté la blessure de l'émeute de 2002, en quoi cela regarde-t-il la BBC de raviver les problèmes communaux ?"

Le système judiciaire indépendant de l'Inde ayant reconnu l'innocence de Modi, on peut se demander pourquoi la BBC a produit un documentaire dans le but de le salir près de deux décennies plus tard. Il n'est pas inutile de rappeler que l'Inde a dépassé le Royaume-Uni en tant que cinquième économie mondiale en 2022, qu'elle présidera le G20 en 2023 et que des élections importantes auront lieu dans neuf États, les élections générales étant prévues pour 2024.

Le documentaire est un moyen indirect pour l'establishment britannique de faire pression sur son ancienne colonie sur certaines questions, notamment l'opération militaire spéciale de la Russie en Ukraine. Le fait que l'Inde ait adopté une position neutre sur les opérations militaires russes et

refuse d'imposer des sanctions à Moscou, tout en approfondissant ses liens économiques et sécuritaires, a énormément frustré Londres.

La stratégie de défense et la politique étrangère de l'Inde sont désormais axées sur la défense des intérêts du pays. On pensait qu'en rejoignant le QUAD avec les États-Unis, l'Australie et le Japon pour tenter de contenir la Chine, l'Inde perdait son indépendance et rejoignait l'orbite de Washington. Cependant, la guerre en Ukraine a rapidement dissipé cette croyance.

L'Inde est devenue le plus grand importateur maritime de pétrole russe depuis que l'UE a imposé des embargos et que le G7 a plafonné les prix des exportations.

Selon Poten & Partners, une société mondiale de courtage et de conseil en énergie, les exportations vers l'Inde sont passées de pratiquement rien avant l'opération militaire russe à 1,2 million de barils par jour en novembre de l'année dernière.

Citant des données provenant de sources industrielles, Reuters rapporte que la Russie est devenue le troisième fournisseur de pétrole de l'Inde en 2022, représentant environ 15 % du total des achats, entraînant la part de l'OPEP au plus bas depuis plus d'une décennie.

"Les importations de pétrole de l'Inde en provenance de Russie continueraient à augmenter cette année encore, principalement en raison des rabais et si les pays occidentaux ne prennent pas d'autres mesures strictes visant le pétrole russe", a déclaré un responsable d'un raffineur indien qui a refusé d'être nommé car il n'était pas autorisé à parler aux médias.

L'Inde ne cherche pas seulement à obtenir le meilleur accord pétrolier possible, mais elle essaie également de réduire sa dépendance vis-à-vis de la région du Golfe, compte tenu des sensibilités géopolitiques et des relations traditionnellement étroites du Pakistan avec les pays islamiques de la région. La Russie répond à cet objectif, car elle fournit à l'Inde du pétrole bon marché et constitue manifestement une source alternative d'énergie.

Bien que les coffres de la Russie aient sans aucun doute reçu un coup dur lorsque le brut n'a plus pu être exporté directement vers les pays de l'UE et le Royaume-Uni, l'Inde a rapidement comblé le vide et a été récompensée en recevant des remises. Ce fait met immensément en colère l'establishment britannique et c'est pour cette raison qu'ils ont maintenant recours à une propagande médiatique bon marché pour inciter à la violence communautaire en Inde et attaquer Modi.

Source : InfoBrics

Traduit avec www.DeepL.com/Translator (version gratuite)